

## **Mireille PERNOT communique : Le droit à l'eau pour tous ne doit pas être otage des calculs politiques !**

Jeudi dernier, les sénateurs Centristes et Républicains ont rejeté le texte de loi instaurant le droit à l'eau potable pour tous. Cette loi avait pourtant été adoptée en juin dernier sur proposition conjointe de députés Communistes, Socialistes, écologistes mais aussi du centre et de la droite. Elle instaure la mise en place de points publics d'accès à l'eau potable et un chèque eau pour les titulaires de la CMU et du RSA.

Au Sénat, les Centristes après s'être abstenus ont finalement voté contre le texte et les Républicains s'y sont opposés, un de leurs orateurs expliquant : « en pleine campagne, ça gratifierait leurs auteurs ». Ces bas calculs font peu de cas des 150 000 personnes n'ayant pas accès à l'eau potable en France et du million de ménages y ayant accès pour un coup inabordable.

A Nantes métropole, nous faisons un autre choix, puisque la tarification sociale de l'eau a été adoptée à l'unanimité au conseil métropolitain. Nous poursuivons d'ailleurs notre travail pour rendre l'eau potable et l'assainissement toujours plus accessibles à tous. Nous poursuivrons notre engagement pour que le droit à l'eau soit étendu à l'ensemble du territoire national comme l'ont déjà fait la Slovénie, le Burkina Faso, la Tunisie et l'Uruguay.

**Mireille PERNOT**

Vice-présidente en charge de l'eau  
et de l'assainissement à Nantes Métropole